

[Texte]

For the 1985-86 fiscal year, Employment and Immigration Canada spent \$1.4 billion on old and new programs, of which \$141.5 million was for new initiatives (Para. 14.15). In 1986-87, \$1.5 million was spent on the Canadian Jobs Strategy programs (Para. 14.18).

Within Employment and Immigration Canada, the Financial Management and Control Study found that, since 1975, significant progress had been achieved in financial administration structure and processes. Employment and Immigration Canada had taken steps to establish an internal control section, a planning and accountability process, and an integrated management information system (Para. 14.125).

The Employment and Immigration Information System (EIIS) integrates financial, operational and personnel data. Managers are generally satisfied with the accuracy and reliability of the information produced by the system. It is used to monitor and report on their operations (Para. 14.120). However, there is a problem with timeliness in the transmission of information, particularly at district and local levels (Para. 14.121). Employment and Immigration Canada has set up pilot projects to correct these shortcomings.

Employment and Immigration Canada's Financial Services plays an important role in financial management (Para. 14.123 and 14.124). Along with the Strategic Policy and Planning Group, it is responsible for the functioning of the Planning and Accountability Process, and the conduct of quarterly analyses of operational and financial results (Para. 14.127 and 14.128).

Although the Operational Plan Framework is a good reflection of the way the operations are managed, certain areas for improvement have been identified in relation to the precision of the objectives and some of the performance measures of the Employment and Insurance Program (Para. 14.100, 14.102 to 14.107).

In February 1985, the federal government and the provinces agreed on the principles underlying a new labour market strategy (Para. 14.22). Consultation continued while developmental work was carried out by Employment and Immigration (Para. 14.25 and 14.33). No formal financial analysis was carried out in determining and comparing the recommended programs and options with alternative ones (Para. 14.29 and 14.31).

In my opinion, new major initiatives involving hundreds of millions of dollars should be supported and justified so that the value to be obtained can be clearly identified (Para. 14.30).

[Traduction]

mettait en oeuvre ceux de la Planification de l'emploi (par. 14.12).

Au cours de l'exercice financier 1985-1986, Emploi et Immigration Canada a dépensé 1.4 milliards de dollars pour les anciens et les nouveaux programmes; de ce montant, 141,5 millions de dollars ont été consacrés aux nouvelles initiatives (par. 14.15). En 1986-1987, 1,5 million de dollars ont été déboursés pour les programmes de la Planification de l'emploi (par. 14.18).

L'Étude de la gestion et du contrôle financiers d'Emploi et Immigration Canada a révélé que, depuis 1975, il y a eu de nets progrès dans la structure et les procédés d'administration financière. Emploi et Immigration Canada a pris des mesures pour établir une direction du contrôle interne et un processus de Planification et d'obligation de rendre compte, en plus d'un système intégré d'information de gestion (par. 14.125).

Le Système d'information de gestion d'Emploi et Immigration (SIEI) réunit à la fois les données financières et opérationnelles et les données sur le personnel. Les gestionnaires jugent en général que l'information produite par le système est fiable et exacte. Ils s'en servent pour effectuer le suivi de leurs opérations et en faire rapport (par. 14.120). Toutefois, l'information n'est pas toujours transmise en temps opportun, particulièrement au niveau des bureaux de district et des bureaux locaux (par. 14.121). Emploi et Immigration Canada a mis sur pied des projets pilotes afin de remédier à ces lacunes.

Les Services financiers d'Emploi et Immigration Canada jouent un rôle important dans la gestion financière (par. 14.123) et 14.124). De concert avec le groupe de la Politique stratégique et planification, ils sont responsables du fonctionnement du processus de planification et d'obligation de rendre compte et font également des analyses trimestrielles des résultats opérationnels et financiers (par. 14.127 et 14.128).

Bien que le Cadre de planification opérationnelle reflète bien que la façon dont les activités sont gérées, nous avons décelé des points qu'il y aurait lieu d'améliorer (par. 14.100). Ils portent sur la pertinence des objectifs et de certaines mesures de rendement du programme d'Emploi et d'Assurance (par. 14.102 à 14.107).

En février 1985, le gouvernement fédéral et les provinces ont conclu une entente sur les principes sous-jacents d'une nouvelle stratégie pour le marché du travail (par. 14.22). Les consultations se sont poursuivies pendant qu'Emploi et Immigration Canada s'affairait à élaborer la stratégie (par. 14.25 et 14.33). Aucune analyse financière officielle n'a été réalisée pour déterminer et comparer les programmes et options recommandés par rapport à d'autres approches (par. 14.29 à 14.31).

À notre avis, les nouveaux programmes importants, qui coûtent des centaines de millions de dollars, devraient être étayés et justifiés afin qu'il soit possible de déterminer clairement les résultats escomptés (par. 14.30).